

Le canton n'a plus (assez) la fibre optique

Alors qu'il voulait offrir la fibre optique à 90% des foyers fribourgeois avant 2027, le canton lâche FTTH FR SA. La société a été créée en 2012 pour développer ce réseau, en collaboration avec Swisscom. Mais le glas a sonné il y a deux ans déjà, quand l'opérateur s'est retiré du projet.

XAVIER SCHALLER

TECHNOLOGIE. Connecter à la fibre optique 90% des foyers fribourgeois et toutes les entreprises. Le projet cantonal de *Fiber to the home* (fibre optique à la maison), lancé en 2012, était ambitieux. Trop semble-t-il, puisque le Conseil d'Etat a annoncé mardi qu'il n'injectera plus d'argent dans la société FTTH FR SA, créée pour développer ce réseau.

Raisons invoquées mardi en conférence de presse: le succès commercial n'est pas au rendez-vous et le haut débit a pu être atteint par d'autres moyens techniques. «Le fossé numérique entre ville et campagne est déjà quasi comblé», indique Jean-François Steiert, directeur de l'Aménagement, de l'environnement et des constructions (DAEC) Et Swisscom, qui avait plombé le projet en 2017 en mettant fin à son partenariat avec FTTH FR SA, a pris des engagements: fournir à 90% de la population un débit de 80 Mb/s (celui promis en 2012), d'ici à deux ans avec son propre réseau.

«Nous n'avons peut-être pas l'autoroute des données, dont nous avions parlé à l'époque, image Georges Godel, directeur des Finances. Mais nous avons une semi-autoroute.» Sans le co-investissement de Swisscom, «la poursuite des objectifs initiaux aurait nécessité un apport financier supplémentaire important, de l'ordre de 300 millions.» L'Etat ne se retirera pas de l'actionnariat de FTTH FR SA (voir encadré). Mais, après avoir investi 22,6 millions de francs, il ne lui octroiera pas le nouveau prêt prévu de 15 millions.

Bilan difficile à établir

Quelque 120 millions ont été investis et le réseau de FTTH FR SA dessert actuellement 60 000 des 150 000 ménages du canton. «Il est difficile de savoir ce que vaudra ce réseau, en francs et en centimes, dans quinze ans», sou-



Actuellement, 60 000 des 150 000 ménages fribourgeois peuvent directement se connecter à la fibre optique. ARCH - R. GAPPY

ligne Jean-François Steiert. Un avis que ne partage pas Gruyère Energie SA, également actionnaire minoritaire dans FTTH FR SA.

L'un des soucis est que seule la moitié des 60 000 connexions possibles sont utilisées. «Les prix de location ne permettent pas de dégager le bénéfice nécessaire à l'autofinancement de développement du réseau», constate Jean-François Steiert. En tout cas pas comme le souhaitait l'Etat.

Sans soutien public, la logique industrielle reprendra ses droits. «Schématiquement, depuis 2012, FTTH FR SA suivait un plan de raccordement systématique et programmé, comme un genre de plan quinquennal, explique Claude Gremion, administrateur délégué de la société. On installait des connexions dans tous les districts de manière équitable et l'on regardait ensuite si les clients venaient. Ça, c'est fini.»

Notons que le Grand Conseil pourra encore mettre son grain de sel dans cette affaire. Il se prononcera sur un mandat de

dix députés, de tous bords, qui demandent au Gouvernement de mettre le turbo dans le dossier de la fibre optique et de renforcer son soutien à FTTH

FR SA. Le Conseil d'Etat invite, évidemment, au rejet.

LUDC a déjà fait savoir hier qu'elle prenait acte de «la décision raisonnable de la DAEC. ■

L'Etat gardera ses parts

L'Etat de Fribourg détient directement 10,6% des actions FTTH FR SA et indirectement 75,74%, via Groupe E dont il est actionnaire majoritaire. Sont aussi de la partie Gruyère Energie (12,24%) et Industrielle Betriebe Murten (1,28%). Sur l'enveloppe de 40 millions allouée par le Grand Conseil, 22,6 millions ont été dépensés depuis 2012.

L'Etat a utilisé 2,6 millions pour entrer dans le capital-actions et il s'est engagé à augmenter sa part jusqu'à 5 millions en cas d'augmentation de capital. Le canton a aussi octroyé, en deux fois, un prêt sans intérêt de 20 millions. «La troisième tranche du prêt, de 15 millions, ne sera pas libérée», précise le directeur des Finances Georges Godel.

L'entreprise, qui emploie onze personnes, n'est pas en danger. «Nous sommes dans les chiffres noirs, confirme l'administrateur délégué Claude Gremion. Nous allons faire un gros travail pour repositionner la société, qui va continuer à exploiter et à densifier le réseau. A ce jour, notre carnet de commandes est plein pour les douze prochains mois. Et comme nous sommes l'une des seules entreprises qui maîtrisent toute la chaîne de compétences en fibre optique – conception, architecture, construction et exploitation – nous allons les proposer sur le marché.»

Il est prévu que FTTH FR SA rembourse sa dette à partir de 2037. Mais Georges Godel s'attend à un délai plus long. «Ce sera sur le long terme. Pour ne pas dire davantage.» XS

«La fibre est inéluctable»

GESA. Directeur de Gruyère Energie SA (GESA) et président de Net+, Claude Thürler présente un point de vue différent de celui du Conseil d'Etat, concernant la fibre optique et FTTH FR SA, dont GESA est actionnaire minoritaire (12,24%).

Etait-ce une erreur de miser sur la fibre optique en 2012?



Claude Thürler. On ne s'est pas trompé du tout et l'utilité du réseau construit par FTTH FR SA ne peut être mise en doute. A un niveau technologique, la fibre optique est inéluctable. Sa capacité est limitée unique-

ment par l'équipement électronique qui est mis à chaque extrémité. Cela en

fait l'un des meilleurs médias de transmission qui existe.

Que l'on soit parfaitement clair: sans la fibre optique, les réseaux de demain ne fonctionneront pas, que ce soit pour la télévision de très haute définition 4K ou pour le réseau mobile 5G.

Etes-vous inquiet pour l'avenir de FTTH FR SA?

La société n'est en principe pas en danger. Sous quelle forme cela s'organisera, avec qui et comment, à quelle vitesse, tout est ouvert et en cours de discussion. Mais le déploiement de la fibre optique ne s'arrête pas avec la décision de l'Etat de ne plus soutenir les zones rurales. Ça, c'est un autre problème, une question politique.

L'inertie du marché a peut-être été mal évaluée en 2012. On pensait que la transi-

tion allait être très rapide et c'est un peu plus lent que prévu.

La décision de l'Etat d'arrêter de financer le réseau est-elle problématique pour GESA ou Net+?

Dans notre zone de télé-réseau, que nous mettons à disposition de Net+, nous sommes déjà grandement fibrés. Très clairement, nous allons aller au bout du déploiement du *Fiber to the home* avec des critères économiques et, dans les trois ans, la ville de Bulle sera aussi fibrée.

Que font les opérateurs comme Swisscom?

Avec des technologies comme *Fiber to the street* (fibre optique jusqu'à la rue), ils étendent juste la durée du cuivre de quelques années. Mais ensuite, la fibre devra aussi arriver jusqu'à la maison. XS